

ÉCOLOGIE ET PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE

MURRAY BOOKCHIN

Initialement publié sous le titre "Ecology and Revolutionary Thought" (1964), dans Post-Scarcity Anarchism. Traduction française de Daniel Blanchard et Helen Arnold, in Pour une société écologique, Christian Bourgois, 1976.)

Depuis la Renaissance, le développement de la pensée révolutionnaire a été marqué, à presque chaque étape, par l'influence prédominante d'une science, en relation, bien souvent, avec une école philosophique.

A l'époque de Copernic et de Galilée, c'est l'astronomie qui a aidé la pensée critique à passer du monde médiéval imprégné de superstitions à celui du rationalisme, du naturalisme et de l'humanisme. A l'ère des Lumières, qui culmine avec la Révolution Française, ce sont les progrès accomplis par la mécanique et la mathématique qui ont contribué à l'essor des idées libératrices. Quant à l'époque victorienne, elle s'est trouvée ébranlée jusqu'en son tréfonds par les théories évolutionnistes en biologie et en anthropologie, par l'économie politique marxiste et par la psychologie freudienne.

Aujourd'hui, l'ordre social établi a parfaitement assimilé ces sciences jadis libératrices. Disons même que la science en tant que telle nous apparaît de plus en plus comme un instrument de contrôle des processus mentaux de l'homme et de conditionnement de son être matériel. Et cette suspicion jetée sur la science et la méthode scientifique, est loin d'être infondée. « Bien des gens sensibles, en particulier parmi les artistes craignent que la science ne flétrisse et n'avilisse les choses, qu'elle ne les sépare au lieu de les relier, faisant ainsi œuvre de mort plutôt que de création », écrit Abraham Maslow.

Mais ce qui est plus important encore, c'est que la science a perdu sa vertu critique. Pénétrées pour l'essentiel d'un esprit fonctionnel et instrumental, ces mêmes sciences qui autrefois menaçaient de rompre les chaînes de l'homme, servent aujourd'hui à les perpétuer, à les dorer. Même la philosophie a cédé à l'instrumentalisme et tend à n'être guère plus qu'un ensemble de combinaisons logiques ; elle est la bonne à tout faire de l'ordinateur et non du révolutionnaire. Il existe pourtant une science qui peut encore retrouver et même surpasser la valeur libératrice des sciences et des philosophies d'autrefois. On la dénomme de façon relativement vague « écologie », terme forgé il y a cent ans par Haeckel pour désigner « l'étude de l'ensemble des relations de l'animal avec son environnement tant organique qu'inorganique ». A première vue, la définition de Haeckel est bien anodine ; et de ce fait, l'écologie conçue restrictivement comme une branche de la biologie se limite souvent à une série de mesures biométriques par lesquelles les chercheurs déterminent sur le terrain des chaînes alimentaires ou dressent l'inventaire statistique de populations animales. Il existe une écologie sanitaire qui ne heurterait nullement les susceptibilités de l'Association Médicale Américaine et une conception de l'écologie sociale en tous points conforme aux théories les plus élaborées de la Commission d'Urbanisme de la Ville de New York.

Mais dans une perspective plus large, le propos de l'écologie, c'est l'équilibre de la nature. Or, pour autant que la nature englobe l'homme, ce dont traite cette science c'est fondamentalement de l'harmonisation des rapports entre l'homme et la nature. Une telle approche a des implications explosives, non seulement parce que l'écologie est intrinsèquement une science critique – à un point que n'ont jamais atteint les constructions les plus radicales de l'économie politique – mais aussi parce que c'est une science qui intègre et qui synthétise. Et ce dernier aspect, si l'on en tire toutes les implications, rejoint, en gros, la critique anarchiste de la société. Car, en dernière analyse, il est impossible de parvenir à une harmonie de l'homme avec la nature sans édifier une communauté humaine qui vive dans un équilibre durable avec son environnement naturel.

LA VALEUR CRITIQUE DE L'ÉCOLOGIE

La force critique de l'écologie est un trait unique dans le monde scientifique actuel que caractérise une docilité générale. Elle découle de son objet, de son domaine propre. Les problèmes dont traite l'écologie sont indépassables : on ne saurait les négliger sans mettre en péril la survie de l'homme et même la survie de la planète. Cette force critique ne tient pas tant à la puissance de la raison humaine, si haut que la science, dans ses périodes révolutionnaires, ait porté celle-ci, qu'à la puissance souveraine de la nature même. Il se peut que l'homme soit manipulable, comme le prétendent les maîtres des mass media ou que les éléments de la nature soient manipulables, ainsi que le démontrent les ingénieurs ; mais ce qu'enseigne l'écologie c'est que le monde naturel en tant que totalité, c'est-à-dire la nature envisagée sous tous ses aspects, à tous les stades de ses cycles et dans toutes ses interconnexions, dénie à l'homme toute prétention à la maîtrise de la planète. La désertification du bassin méditerranéen

où jadis foisonnait la végétation tant naturelle que cultivée, témoigne pour l'histoire de la revanche que peut prendre la nature sur le parasitisme humain.

Mais l'histoire n'offre aucun précédent comparable pour l'ampleur comme pour la gravité aux ravages causés par l'homme – ni aux revanches prises par la nature – depuis le début de la Révolution Industrielle et surtout depuis la deuxième guerre mondiale. Les exemples antérieurs de parasitisme humain étaient essentiellement locaux ; ce n'étaient, précisément, que des exemples du potentiel destructeur de l'homme. Ils étaient souvent compensés par de remarquables améliorations apportées à l'écologie naturelle d'une région, telles que l'admirable remodelage du sol opéré au cours des siècles par la paysannerie européenne ou, dans les Andes, les cultures en terrasses des Incas de l'ère précolombienne.

Comme l'impérialisme, c'est à l'échelle du globe que s'étend aujourd'hui la destruction de l'environnement. Elle déborde même les limites terrestres comme le prouvent les récentes altérations de la ceinture Van Allen. Le parasitisme de l'homme moderne ne se limite pas à perturber l'atmosphère, le climat, les eaux, le sol, la flore et la faune d'une région ; il compromet pratiquement tous les cycles fondamentaux de la nature et menace la stabilité de l'environnement à l'échelle planétaire.

Pour illustrer l'envergure des méfaits de l'homme moderne, rappelons qu'on estime à six cents millions de tonnes la quantité d'oxyde de carbone que dégage chaque année l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole et charbon), soit environ 0,03 % de la masse totale de l'atmosphère, sans compter tous les autres produits toxiques. Depuis la Révolution industrielle, la masse totale d'oxyde de carbone contenue dans l'atmosphère s'est accrue de 25 %. On a de très solides raisons théoriques de soutenir que cette couverture de plus en plus épaisse d'oxyde de carbone, en empêchant la dispersion du rayonnement thermique de la terre, va donner naissance à des types de perturbations atmosphériques de plus en plus dangereuses et risque, à terme, de provoquer la fusion des calottes glaciaires des pôles et la submersion de vastes étendues de terres. Si éloigné dans le temps que puisse paraître ce déluge, la modification de la proportion d'oxyde de carbone par rapport aux autres gaz de l'atmosphère est un signe alarmant de l'impact que l'homme peut avoir sur les équilibres naturels.

Un problème écologique plus immédiat réside dans la pollution par l'homme d'un très grand nombre de cours d'eau terrestres. Ce qui compte ici ce n'est pas tant le fait que l'homme souille tel ruisseau, telle rivière ou tel lac, ce qu'il a fait de tout temps, c'est l'extension qu'a prise ce phénomène au cours des deux dernières générations. Aux Etats-Unis, pratiquement toutes les eaux de surface sont aujourd'hui polluées. Un grand nombre de cours d'eau américains sont des décharges publiques et ne jouent en fait que le rôle d'extension du réseau de tout-à-l'égout. C'est par euphémisme qu'on les désigne comme des lacs ou des rivières. Une très grande partie des eaux souterraines ne sont plus potables et de nombreuses épidémies locales d'hépatite virale ont pour origine la pollution des eaux captées aux environs des villes.

A la différence de la pollution des eaux de surface, celle des eaux au sous-sol est extrêmement difficile à éliminer et tend à persister pendant des dizaines d'années après qu'on en a supprimé les causes.

Un article paru dans un magazine populaire a pu à juste titre décrire les cours d'eau américains comme des « eaux qui se meurent ». Mais pour désespérante et apocalyptique qu'elle paraisse, cette formule peut s'appliquer au monde entier. Les eaux de la planète sont littéralement en train de mourir. Les rivières et les lacs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine tout autant que les cours d'eau depuis longtemps surexploités des pays industriels sont en cours de destruction, en tant que sources de vie, du fait de la pollution massive. Je ne vise pas seulement ici les polluants radioactifs des bombes et réacteurs nucléaires qui affectent toute la flore et la faune des océans ; les épanchements de produits pétroliers posent eux aussi un problème colossal et détruisent chaque année la vie marine en masses énormes.

Il n'est pratiquement pas de secteur de la biosphère qui échappe aux phénomènes de ce genre. Il faudrait des pages et des pages pour rendre compte des pertes immenses de terre arable qui surviennent chaque année dans tous les continents, des décès causés par la pollution de l'air des grands centres urbains, de la diffusion planétaire d'agents aussi toxiques que le plomb et les isotopes radioactifs, de la chimisation de l'environnement de l'homme et même de son menu quotidien envahi par les résidus de pesticides et les additifs alimentaires. Combinées comme les pièces d'un puzzle, ces atteintes à l'environnement dessinent une œuvre de destruction sans précédent au cours de la longue histoire de l'homme sur la Terre.

On pourrait évidemment définir l'homme comme un parasite à pouvoir de destruction très élevé qui menace d'annihiler le monde naturel – son hôte

avant de s'annihiler lui-même. Pour l'écologie, toutefois, le terme de « parasite », loin d'être une solution, pose au contraire un problème. Les écologistes savent qu'un parasite destructeur de ce type manifeste en général la rupture d'un équilibre. De fait, nombre d'espèces qui semblent extrêmement destructrices dans un ensemble de conditions données se révèlent très utiles dans des conditions différentes. Ce qui confère à l'écologie une fonction profondément critique c'est la question que soulève la capacité destructive de l'homme, à savoir : quelle est la rupture d'équilibre qui a fait de l'homme un parasite destructeur ? Qu'est-ce qui a engendré une forme de parasitisme telle qu'elle provoque de graves perturbations des cycles naturels et même menace l'existence de l'humanité ? Ce n'est pas seulement dans la nature que l'homme a créé des déséquilibres, c'est aussi, et plus fondamentalement dans sa relation avec son prochain et dans la structure même de la société et les déséquilibres qu'il a provoqués dans le monde naturel résultent de ceux qu'il a provoqués dans la société. Il y a un siècle on pouvait encore considérer que la pollution de l'air et de l'eau résultaient de la course au profit et à la puissance à laquelle se livraient barons d'industrie et bureaucrates. De nos jours, cette explication morale apparaît comme une simplification grossière. Il ne fait pas de doute que les entreprises bourgeoises professent pour la plupart le mépris du bien public, ainsi qu'en témoigne l'attitude des trusts de l'énergie, de l'acier et de l'automobile face aux problèmes de la pollution. Mais il y a un problème plus grave que celui du comportement des dirigeants de ces firmes, c'est celui de la taille des entreprises elles-mêmes, celui de leur gigantisme et de tout ce qu'il implique pour la région où elles sont implantées, pour ses collectives humaines comme pour ses cours d'eau, celui de leurs besoins en matières premières et en eau, celui de leur place dans la division nationale du travail.

Ce que l'on observe aujourd'hui c'est une crise dans l'écologie sociale. La société moderne, telle que nous la connaissons tout particulièrement aux Etats-Unis et en Europe, repose sur d'immenses zones urbaines, sur une agriculture hautement industrialisée et, coiffant le tout, un appareil d'Etat hypertrophié, bureaucraté et anonyme. Si on laisse de côté toute considération morale pour ne considérer que la structure matérielle d'une telle société on ne peut manquer d'être frappé par les incroyables problèmes de logistique qu'elle doit résoudre problèmes de transport, d'approvisionnement (en matières premières, en biens manufacturés et en denrées alimentaires), d'organisation économique et politique, de localisation des industries, etc. Une société urbanisée et centralisée de ce type représente pour n'importe quelle étendue continentale une charge accablante.

DIVERSITÉ ET SIMPLICITÉ

Mais le fond du problème est plus loin encore. L'obligation faite à l'homme de dominer la nature découle directement de la domination de l'homme sur l'homme. La famille patriarcale a introduit le germe de la domination dans la cellule de base des relations sociales ; l'antiquité l'a développé en séparant l'esprit de la réalité – ou plutôt la pensée du travail productif ; il s'est nourri ensuite des préventions antinaturalistes du christianisme. Mais c'est seulement lorsque les relations communautaires, féodales ou paysannes, se furent dissoutes en relations mercantiles que la planète elle-même se trouva réduite au statut de ressource à exploiter. Cette tentative vieille de plusieurs siècles culmine dans le capitalisme moderne. La nature concurrentielle de la société bourgeoise dresse non seulement chaque être humain contre les autres mais aussi l'ensemble de l'humanité contre le monde naturel. De même que les hommes, la nature en tous ses aspects est convertie en marchandise, en un matériau à transformer et à vendre. Le libéralisme baptise ces processus « croissance », « société industrielle » ou « fléau urbain », ou encore « société de consommation ». Mais à la racine du phénomène, on trouve toujours la domination de l'homme sur l'homme. La mise en coupe réglée de la terre par le capital accompagne la mise en coupe réglée de l'esprit humain par le marché. La terminologie libérale ne vise qu'à camoufler la signification sociale de la crise écologique.

On a beau crier haro sur la croissance démographique, les taux qui ont une importance stratégique pour la crise écologique ne sont pas ceux de la croissance démographique en Inde mais bien ceux de la production aux Etats-Unis, qui représente la moitié de la production mondiale.

A ce propos encore, le libéralisme use d'euphémismes tels que l'« abondance » pour ne pas parler tout crûment de « gaspillage ». Les Etats-Unis, qui consacrent le neuvième de leur capacité industrielle aux productions de guerre, saccagent littéralement la planète et brisent des liaisons écologiques essentielles à la survie de l'homme. Si les projections actuelles concernant l'industrie se vérifient, les trente dernières années du siècle verront le quintuplement de la production d'énergie électrique, fondée essentiellement sur le charbon et les combustibles nucléaires. Inutile de décrire la charge colossale de déchets radioactifs et autres effluents qu'un tel accroissement va faire peser sur l'écologie de la planète.

A plus court terme, la situation n'est pas moins inquiétante. Au cours des cinq années qui viennent, la production de bois augmentera probablement de 20 % ; celle de papier, de 5 % par an ; celle des emballages de carton, de 3 % par an ; celle de matières plastiques (qui représentent aujourd'hui de 1 à 2 % des ordures ménagères), de 7 % par an. Or, ces productions sont, parmi les plus gravement polluantes. On ne saurait sans doute mieux illustrer l'absurdité de l'activité industrielle moderne qu'en rappelant la diminution du nombre des bouteilles de bière consignées (et réutilisables) de 54 milliards d'unités en 1960 à 26 milliards aujourd'hui. Pendant ce temps, les bouteilles non réutilisables passaient de 8 à 21 milliards d'unités et les boîtes métalliques de 38 à 53 milliards. D'où évidemment un problème colossal d'évacuation des déchets solides.

Si on conçoit la planète comme une masse de minéraux inertes, elle peut assurément fort bien s'accommoder d'un accroissement aussi insensé de la production d'ordures. Mais sûrement pas si on la conçoit comme un tissu vivant et complexe. La seule question est de savoir si elle survivra à ce pillage assez longtemps pour permettre à l'homme de remplacer le système destructeur actuel par une société humaniste et fondée sur les principes de l'écologie.

On insiste souvent auprès des écologistes pour qu'ils déterminent avec une précision scientifique le point de rupture écologique de la nature, le moment où le monde naturel enterrerait l'homme. Autant demander au psychiatre le moment exact où le névrosé se transformera en un psychotique non fonctionnel. Il ne faut pas espérer obtenir de réponse à ce genre de question. En revanche l'écologiste est en mesure de fournir quelques repères stratégiques pour comprendre les directions dans lesquelles l'homme semble s'être engagé depuis son divorce d'avec la nature.

Du point de vue de l'écologie, l'homme est en passe de simplifier dangereusement son environnement. La ville moderne représente un empêtement régressif du synthétique sur le naturel, de l'inorganique (ciment, métal et verre) sur l'organique, le remplacement de stimuli variés quant à leur nature et leur origine par des stimuli grossiers et élémentaires. Les vastes zones urbaines qui s'étendent continuellement dans les régions industrialisées du globe lèsent gravement la vue et l'ouïe ; le brouillard les étouffe et les encombrements les paralysent.

Ce processus de simplification de l'environnement, qui le ramène de plus en plus vers l'élémentaire et le grossier, n'a pas qu'une dimension matérielle mais aussi culturelle. La nécessité de manier d'énormes populations urbaines, de transporter, de nourrir, de faire travailler, d'instruire et de divertir de quelque façon quotidiennement des millions de gens rassemblés sur un espace très restreint, conduit à un très grave déclin des valeurs civiques et sociales. Une conception de masse des relations entre les hommes, avec une tendance au totalitarisme, à la centralisation et à l'embrigadement, relègue dans le passé les valeurs individuelles. Les techniques bureaucratiques de gestion de la société tendent à remplacer les méthodes humanistes. Tout ce qui est spontanéité, créativité et individualité est cerné par le standardisé, le conditionné, le massifié. L'espace alloué à l'individu est sans cesse grignoté par les restrictions qu'impose un appareil social impersonnel et sans visage. Tout ce qui fait la qualité unique de la personne se trouve de plus en plus étroitement assujéti, pour être reconnu, au contrôle du plus petit commun dénominateur de la masse. C'est sur le mode quantitatif, statistique, comme dans une fourmilière, que l'on traite l'homme au détriment de toute approche mettant l'accent sur la singularité individuelle, la libre expression et la richesse culturelle.

La même simplification régressive de l'environnement s'effectue dans l'agriculture. Cette population manipulée des villes modernes, il faut la nourrir et cela implique l'extension de l'agriculture industrielle. Les plantes vivrières doivent être cultivées de façon à permettre au maximum la mécanisation – non pour réduire la peine des hommes, mais pour accroître l'efficacité et la productivité, pour rentabiliser les investissements et exploiter ainsi la biosphère. Cela implique également le nivellement du terrain qui sera ramené, pour ainsi dire à n'être rien de plus que le plancher d'une usine, et on réduira autant que possible tous les accidents topographiques. La croissance des végétaux sera étroitement contrôlée pour qu'elle coïncide avec le timing serré des usines de produits alimentaires. Labourage, fertilisation, ensemencement et récolte seront effectués sur la plus grande échelle possible, souvent au mépris de l'écologie naturelle du pays. On consacra de vastes étendues à une même culture ce qui favorise la mécanisation mais aussi la diffusion des parasites et des maladies. Car la culture d'une espèce unique est le milieu idéal pour leur prolifération. On devra donc recourir largement aux agents chimiques pour faire face aux problèmes créés par les insectes, les mauvaises herbes et les maladies des plantes, pour régulariser la production et pour maximiser l'exploitation du sol. Le vrai symbole de l'agriculture moderne n'est plus la faucille, ni même le tracteur ; c'est l'avion. Le cultivateur moderne ce n'est plus le paysan ni même l'agronome, qui entretenaient une relation intime avec les qualités particulières du sol qu'ils

cultivaient ; c'est le pilote ou le chimiste pour qui le sol n'est qu'une simple matière première minérale.

Le processus de simplification est encore aggravé par les excès de la division du travail au niveau régional et même national. Des étendues de plus en plus vastes de la planète sont vouées à des fonctions industrielles de plus en plus spécialisées ou réduites à n'être que des dépôts de matières premières. D'autres encore ne sont plus que des centres urbains consacrés essentiellement aux échanges. Des villes et des régions et même des pays et des continents entiers sont définis par des productions spécifiques : Pittsburgh, Cleveland et Youngstown, c'est l'acier; New York, c'est la finance; la Bolivie, l'étain ; l'Arabie, le pétrole ; l'Europe et les Etats-Unis, les biens manufacturés ; le reste du monde, ce sont des matières premières de tel ou tel type. Les écosystèmes complexes qui constituent les diverses régions des continents disparaissent sous une organisation qui fait de nations entières des entités économiques rationalisées, simples étapes de la chaîne de production planétaire. A plus ou moins court terme, les campagnes les plus attrayantes succomberont à la bétonnière, tout comme la plus grande partie de la côte est des Etats-Unis, qui n'est déjà plus que lotissements et zones pavillonnaires. Ce qui restera des beautés naturelles sera défiguré par les bidonvilles de tentes et de caravanes, par les autoroutes touristiques, les motels, les restaurants et les nappes de mazout des canots à moteur.

Le fait capital, c'est que l'homme est en train de défaire l'œuvre de l'évolution du vivant. En créant de vastes agglomérations de ciment, de métal et de verre, en dévastant ou en minant les écosystèmes complexes et subtils qui constituent toute la diversité locale du monde naturel, bref en remplaçant un environnement organique et complexe par un environnement inorganique et simplifié, l'homme est en train de démonter la pyramide biotique qui l'a porté durant d'innombrables millénaires. Lorsqu'il remplace les liaisons écologiques complexes dont dépendent tous les êtres vivants supérieurs par des liaisons plus élémentaires, l'homme ramène peu à peu la biosphère à un stade qui ne permettra plus que la survie d'êtres vivants beaucoup plus simples. Si ce grand renversement du processus évolutif devait se poursuivre, il n'est nullement fantaisiste de penser que les conditions qui permettent les formes supérieures de vie seront détruites à jamais et que la terre ne sera plus en mesure d'assurer la survie de l'espèce humaine.

Ce qui donne à l'écologie sa vertu critique ce n'est pas uniquement d'être la seule de toutes les sciences à adresser à l'humanité cet avertissement terrible ; c'est aussi la dimension sociale dans laquelle un tel message s'insère. Du point de vue de l'écologie, le renversement de l'évolution organique résulte des contradictions violentes qui opposent la ville à la campagne, l'Etat à la collectivité, l'industrie à l'agriculture, la production de série à l'artisanat, le centralisme au régionalisme, l'échelle bureaucratique à l'échelle humaine.

L'ÉCOLOGIE ET LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ

Récemment encore, les tentatives pour résoudre les contradictions engendrées par l'urbanisation, la centralisation, la bureaucratisation et l'étatisme apparaissent comme de vains barrages opposés au « progrès » et on les qualifiait de chimériques et de réactionnaires. On considérait l'anarchiste comme un visionnaire égaré, un renégat social, un nostalgique du village ou de la cité médiévale. Celui qui aspirait à une société décentralisée, à une communauté humaniste en harmonie avec la nature et avec les besoins de l'individu – l'individu spontané, non asservi à l'autorité – ce ne pouvait être qu'un romantique, un artisan déclassé ou un intellectuel « inadapté ». La dénonciation de l'étatisme et de la centralisation semblait d'autant moins convaincante qu'elle se fondait essentiellement sur des considérations éthiques, sur une conception utopique, « irréaliste », de ce que l'homme pourrait être et non de ce qu'il est. A ces dénonciations, les adversaires de la pensée anarchiste – les libéraux, la droite et la gauche autoritaire – répliquaient en se targuant d'être, eux, la voix de la réalité historique et de fonder leurs conceptions étatistes et centralistes dans le monde de l'objectivité et de la pratique.

Le temps n'est pas tendre pour les batailles d'idées. Quelle qu'ait pu être, il y a quelques années, la validité des thèses libertaires ou non libertaires, l'évolution historique a vidé de leur sens pratiquement toutes les objections aux idées anarchistes. La ville moderne et l'Etat, la technologie de masse fondée sur le charbon et l'acier et héritée de la Révolution Industrielle, les systèmes plus récents et plus rationalisés de production de série avec l'organisation du travail dominée par la chaîne, la nation centralisée, la machine bureaucratique – tout cela à atteint sa limite. Quel qu'ait pu être le rôle progressiste ou libérateur de ces productions historiques, elles ne sont plus à présent que régressives et oppressives. Régressives non seulement parce qu'elles abêtissent les hommes et vident la collectivité de toutes ses valeurs de solidarité, de cohésion, de moralité et de culture; mais aussi d'un point de vue objectif, d'un point de vue écologique. Car elles ne se contentent pas de dégrader l'esprit des hommes et la société, elles s'attaquent à la viabilité de la planète et à la survie de tous les êtres.

On ne saurait assez souligner que les conceptions anarchistes de communauté équilibrée, de démocratie directe, de technologie au service de l'homme de société décentralisée, ne sont pas seulement désirables mais nécessaires. Sous l'effet de l'évolution de la société, ces idées libertaires ont perdu leur caractère éthique et subjectif et appartiennent désormais au monde de l'objectivité et de la pratique. Ce qui relevait naguère du visionnaire et de l'irréalisable est maintenant ce dont la réalisation presse le plus. En revanche, ce que l'on considérait comme le domaine de la pratique et de l'objectivité est devenu absolument impraticable et impropre à assurer le développement de l'homme dans le sens d'un plus grand épanouissement et d'une plus grande liberté. Les idées libertaires ont désormais des arguments très forts à faire valoir pour exiger d'être mises en pratique.

La vigueur du « non » que ces idées opposent aux conditions actuelles de vie explique le succès foudroyant d'une sorte d'anarchisme intuitif parmi la jeunesse d'aujourd'hui. Son amour de la nature est une réaction contre la ville synthétique et ses mornes produits. Ses vêtements et ses manières non formalistes traduisent le refus du formalisme, de la standardisation et de l'institutionnalisation de l'existence moderne. Son penchant pour l'action directe s'oppose à la bureaucratisation et à la centralisation de la société. Sa tendance à vivre en marge, à éviter le travail et le carriérisme exprime une rancœur croissante à l'égard de la routine abrutissante que développe la production de masse à l'usine, au bureau ou à l'université. Son extrême individualisme constitue de façon élémentaire une décentralisation de fait de la vie sociale ; la personne se retire de la masse.

L'apport le plus riche de l'écologie réside dans son pouvoir de transformer ce rejet souvent nihiliste de la situation actuelle en une affirmation vigoureuse de la vie, en un programme de reconstruction de la société sur des bases humanistes. Et ce message positif de l'écologie peut se résumer en un seul mot : « diversité ». Pour l'écologie, c'est la différenciation organique, et non son contraire, la standardisation mécanique, qui permet de réaliser l'équilibre et l'harmonie dans la nature, la société et par suite, dans le comportement. Eclairons cette thèse en examinant ses implications pratiques.

Et pour commencer, voyons ce que signifie le principe de diversité – que Charles Elton désigne par « conservation de la variété » – lorsqu'on l'applique à la biologie et plus précisément à l'agriculture. La recherche en ce domaine va des modèles mathématiques de Lotka et Volterra jusqu'aux enquêtes approfondies sur le terrain, en passant par des expériences telles que celles de Bause portant sur des protozoaires et des mites dans des environnements contrôlés. Elles démontrent clairement que les fluctuations des populations animales et végétales depuis les densités anodines jusqu'aux densités parasitaires dépendent essentiellement du nombre d'espèces que comporte l'écosystème considéré et de la plus ou moins grande diversité de l'environnement.

Plus grande est la variété des proies et des prédateurs, plus stable est la population ; plus le milieu est diversifié dans sa faune et dans sa flore, moins un déséquilibre écologique a de chances de se produire. La stabilité est fonction de la variété et de la diversité : dès qu'interviennent une simplification du milieu et une diminution de la variété des espèces animales et végétales, les fluctuations de populations s'accroissent, échappent aux mécanismes régulateurs et tendent à prendre des proportions parasitaires.

En ce qui concerne la lutte contre les parasites, les écologistes sont nombreux à penser que l'on pourrait éviter l'utilisation répétée de produits chimiques toxiques tels que les herbicides et les insecticides en laissant jouer davantage les forces vivantes de la nature. On devrait accorder plus de place à la spontanéité naturelle, aux diverses forces biologiques qui constituent un état écologique donné. « Des entomologistes européens envisagent maintenant de contrôler la totalité de l'ensemble plantes-insectes », note Robert L. Rudd. « C'est ce qu'on appelle la manipulation de la biocénose. Le milieu biocénétique est varié, complexe et dynamique. Bien que les variations individuelles soient nombreuses, aucune espèce ne se développera normalement jusqu'à des densités parasitaires. Les conditions particulières qui permettent la prolifération d'une seule espèce sont très rarement réunies dans un écosystème complexe. Si ardu que cela soit, nous devrions nous fixer comme objectif le contrôle de la biocénose ou de l'écosystème. »

« Manipuler » valablement la biocénose présuppose toutefois une décentralisation très poussée de l'agriculture. Partout où c'est possible, l'agriculture industrielle devra céder la place à une véritable économie du sol et des cultures. Le plancher d'usine deviendra potager et jardin. Je ne veux pas dire par là que nous devrions abandonner tous les acquis de la culture en grand et de la mécanisation. Mais ce sur quoi j'insiste c'est qu'il convient de cultiver les champs comme s'il s'agissait d'un jardin, avec une flore diversifiée et bien soignée, équilibrée par une faune et un couvert d'arbres adaptés à la région. En outre, la décentralisation est précieuse non seulement pour le développement de l'agriculture mais pour celui de l'agriculteur. Pratiquée dans un authentique esprit

écologique, la culture vivrière présuppose chez l'agriculteur une connaissance précise de toutes les particularités du terrain où il exerce, de la géographie physique du pays, de ses divers sols – ceux qui conviennent aux cultures à la forêt aux pâturages – de ses microclimats et une étude continue des effets produits par les animaux et es végétaux nouvellement introduits. Il devra affiner sa sensibilité aux possibilités et aux besoins de la terre au point de devenir même un élément vivant du contexte agricole. Or, on ne saurait espérer que l'agriculteur atteindra un tel niveau de sensibilité et d'intégration si on ne ramène pas l'agriculture à l'échelle humaine, si elle n'est pas mise tout entière à portée de l'individu. Pour répondre aux exigences de l'écologie en matière agricole, il faut en revenir à des exploitations de dimensions moyennes.

Le même raisonnement s'applique au développement des ressources énergétiques. La Révolution Industrielle a accru la quantité d'énergie utilisée par l'homme. Il est certes exact que les sociétés préindustrielles recouraient essentiellement à l'énergie animale et à la force musculaire de l'homme. Mais en maintes régions d'Europe, des systèmes complexes de production d'énergie avaient été mis au point qui intégraient subtilement des sources diverses d'énergie telles que le vent et les cours d'eau, ainsi que toute une gamme de combustibles – bois, tourbe, charbon, sucres végétaux et graisses animales.

La Révolution Industrielle a balayé et en grande partie détruit ces systèmes énergétiques locaux pour les remplacer d'abord par un système à un seul élément, le charbon, puis par un système à deux éléments, le charbon et le pétrole. La région disparut en tant que cadre d'un système énergétique intégré de fait c'est le concept même d'intégration dans la diversité qui se trouva caduc. Comme nous l'avons indiqué plus haut, de nombreuses régions se vouèrent essentiellement à la mine, se limitant à l'exploitation d'une seule ressource, tandis que d'autres étaient converties en vastes zones industrielles ; souvent spécialisées dans un petit nombre de productions. Nul besoin de passer en revue les effets désastreux de cet effondrement des structures régionales pour ce qui est de la pollution de l'air et de l'eau, de la dévastation de grandes étendues de campagne et de l'épuisement proche de nos précieux hydrocarbures.

On pourrait, bien entendu, avoir recours aux combustibles nucléaires, mais on a froid dans le dos à la seule pensée de la masse de déchets radioactifs mortels qu'il faudrait évacuer si les réacteurs nucléaires devaient devenir l'unique source de production d'énergie. A terme, un système énergétique fondé sur les substances radioactives entraînerait une contamination quasi généralisée de l'environnement, d'abord insidieuse puis massive et causant des destructions visibles. L'autre solution, c'est d'appliquer les principes écologiques à la résolution des problèmes, énergétiques, de redonner vie aux anciens systèmes énergétiques régionaux intégrant des sources diverses telles que l'énergie éolienne, hydraulique et solaire. Et pour cela, nous disposons aujourd'hui de procédés bien plus diversifiés que dans le passé.

Les capteurs et cellules solaires, les turbines éoliennes et le potentiel hydro-électrique pris isolément ne peuvent résoudre les problèmes énergétiques ni le déséquilibre écologique issus de l'utilisation des combustibles classiques. Mais si on les combine entre eux pour composer un système énergétique organiquement développé à partir des ressources régionales, ils peuvent amplement suffire aux besoins d'une société décentralisée. Sous les latitudes à fort ensoleillement, on s'appuierait davantage sur l'énergie solaire que sur les combustibles. Dans les régions à forte turbulence atmosphérique, les éoliennes pourraient constituer l'élément majeur ; sur les côtes qui s'y prêtent ou dans les régions bien pourvues en cours d'eau, on aurait surtout recours

à l'hydro-électricité. Dans tous les cas, on utiliserait une véritable mosaïque de sources d'énergie non combustibles, les combustibles classiques ou nucléaires servant à combler les lacunes. Et on peut espérer qu'ultérieurement, les procédés de productions d'énergie sans combustion seront suffisamment perfectionnés pour qu'on puisse se passer totalement des ressources énergétiques dangereuses.

Mais, comme pour l'agriculture, l'application des principes écologiques au domaine énergétique présuppose une décentralisation très poussée de la société et une conception authentiquement régionaliste de l'organisation sociale. Le fonctionnement d'une grande ville exige d'énormes quantités de charbon et de pétrole. Au contraire, l'énergie du soleil, du vent et des marées ne nous parvient que de façon éparse ; à l'exception près de quelques usines marée-motrices spectaculaires, les procédés utilisables ne fournissent guère plus de quelques milliers de kilowattheures d'électricité à la fois. Il est peu probable que l'on réalise jamais des capteurs solaires capables de fournir autant d'électricité qu'une grosse centrale thermique; on imagine tout aussi mal une batterie d'éoliennes qui serait en mesure d'éclairer l'île de Manhattan. Si les maisons et les usines restent concentrées, les dispositifs permettant de produire de l'énergie propre resteront des gadgets.

Mais si on réduit la dimension des communautés urbaines et qu'on les disperse largement sur le territoire, rien ne s'opposerait à ce que l'on combine ces divers procédés en sorte qu'ils soient en mesure de nous procurer tous les avantages de la civilisation industrielle. L'utilisation efficace du soleil, du vent, des marées et des fleuves exige le démembrement de la mégalopolis. Un nouveau type de communauté, soigneusement ajusté aux particularités et aux ressources de la région, doit remplacer les agglomérations tentaculaires que nous connaissons.

Un plaidoyer en faveur de la décentralisation ne peut assurément pas se limiter à l'analyse des problèmes agricoles et énergétiques. La même démonstration peut se faire pour pratiquement tous les problèmes « logistiques » de notre époque. Prenons l'exemple des transports. On a écrit des volumes sur les effets néfastes des véhicules à essence, sur les gaspillages qu'ils entraînent, sur leur responsabilité dans la pollution atmosphérique des villes, sur le bruit qu'ils répandent, sur l'énormité du tribut de morts que l'on acquitte chaque année dans les villes et sur les autoroutes. Dans une civilisation sururbanisée, il serait vain de penser remplacer ces véhicules nocifs par des véhicules à batteries d'accumulateurs qui sont propres, efficaces, pratiquement silencieux et certainement moins dangereux ; car les plus perfectionnées des voitures électriques ont besoin de recharger leurs accumulateurs tous les cent cinquante kilomètres environ, ce qui exclut leur utilisation généralisée dans les grandes villes. Dans une agglomération décentralisée de dimensions réduites, au contraire, les véhicules électriques conviendraient parfaitement aux transports urbains et même régionaux.

Personne n'ignore plus aujourd'hui que les véhicules à essence contribuent énormément à la pollution de l'air des villes et on recherche activement les procédés techniques qui permettraient de faire oublier les impacts les plus nocifs de l'automobile. Il est caractéristique de notre époque qu'elle s'efforce de résoudre toutes les irrationalités qu'elle engendre par une astuce illusoire : brûleurs de gaz d'échappement, antibiotiques ou tranquillisants. Mais ce n'est pas avec des astuces qu'on résoudra le problème de la pollution atmosphérique. La cause fondamentale de la pollution atmosphérique, ce sont les densités élevées de population, c'est la concentration d'un trop grand nombre de gens dans un espace trop réduit. Des millions de gens, entassés dans une ville, engendrent nécessairement une grave pollution locale, ne serait-ce que par leurs activités journalières. Il leur faut brûler du combustible dans leur maison et dans leur lieu de travail ; construire ou démolir des édifices (les poussières que ces travaux dégagent entrent pour une part importante dans la pollution de l'air), évacuer des quantités énormes de déchets, circuler sur les routes en utilisant des véhicules à pneus (les particules produites par l'usure des pneus et du revêtement routier sont un facteur non négligeable de pollution). Quels que soient les dispositifs anti-pollution que l'on adaptera aux voitures et aux usines ; il est donc clair que les améliorations qu'ils apporteront à la qualité de l'air seront annulées et au-delà par la croissance future de la mégalopolis.

L'anarchisme ne se limite pas à la décentralisation des groupes humains. Si j'ai examiné cet aspect-là de façon un peu détaillée, c'est pour montrer qu'une société anarchiste n'est pas un idéal perdu dans la nuit des temps mais est devenue la condition préalable à la mise en pratique des principes de l'écologie. Résumons le message critique de l'écologie : si on réduit la variété du monde naturel, on compromet son unité ; on détruit les forces indispensables à l'harmonie et à l'équilibre durable de la nature et ce qui est encore plus grave, on engage l'évolution du monde naturel dans un processus de régression absolue qui risque à terme de rendre l'environnement impropre aux formes supérieures de la vie. Résumons également son message positif : si l'on désire faire progresser l'unité et la stabilité du monde naturel, ainsi que son harmonie, il faut préserver et développer la variété. Il est bien certain que de rechercher la variété pour la variété n'a guère de sens. Dans la nature, la variété s'engendre spontanément. L'aptitude d'une nouvelle espèce à survivre est mise à l'épreuve par les rigueurs du climat, par sa capacité de résister aux prédateurs et par ses possibilités s'établir et d'enrichir sa niche écologique. Mais l'espèce qui réussit à enrichir sa niche dans l'environnement enrichit également l'état écologique de l'ensemble. Pour prendre l'expression de E. A. Gutkind, elle « contribue à l'expansion de l'environnement » tant pour elle-même que pour les espèces avec lesquelles elle entretient des relations équilibrées.

Comment ces concepts s'appliquent-ils à la théorie de la société ? Bien des lecteurs se contenteraient, je crois, de l'idée que, l'homme faisant partie de la nature, un environnement naturel en expansion donne un fondement plus riche au développement de la société. En fait, la réponse à cette question se situe à un niveau plus profond que ne le croient souvent les écologistes et les libertaires. Revenons au principe écologique selon lequel l'unité et l'équilibre résultent de la diversité, et reportons nous à un passage du livre d'Herbert Read sur « La philosophie de l'anarchisme », qui nous fournira un premier élément de réponse. Pour introduire son concept de « mesure du progrès », Read écrit : « Le progrès se mesure au degré de différenciation interne d'une société. Si l'individu n'est que l'unité de base d'une masse intégrée, son existence sera étriquée, morne et mé-

canique. Si l'individu constitue une unité pour lui-même, et dispose d'espace et de possibilités d'action personnelle, il sera peut-être plus exposé aux accidents et aux coups du sort, mais il pourra du moins se développer et s'exprimer. Il pourra se développer au vrai sens du terme, développer la conscience qu'il a de sa force, de sa vitalité, de sa joie. »

La pensée de Read n'est malheureusement pas pleinement développée, mais elle constitue un point de départ intéressant. Ce qui frappe au premier chef, c'est que l'écologiste comme l'anarchiste insistent fortement sur la spontanéité. L'écologiste, dans la mesure où il n'est pas qu'un simple technicien, tend à rejeter la notion de « pouvoir sur la nature ». Il préfère parler de « se frayer un chemin » dans une situation écologique donnée, de contrôler un écosystème plutôt que de le recréer. De son côté, l'anarchiste parle de spontanéité sociale, il aspire à libérer les potentialités de la société et de l'humanité, à donner libre cours à la spontanéité des gens. L'un et l'autre, chacun selon son optique, considèrent l'autorité comme une inhibition, comme une pesanteur qui limite le potentiel créateur de la nature comme de la société. Leur objectif n'est pas de régner sur tel ou tel domaine mais de le libérer. Ils considèrent l'intuition, la raison et la connaissance comme des moyens permettant d'accomplir les potentialités d'une situation, de donner son plein développement à la logique de cette situation et non de remplacer ce possible par des idées préconçues et de fausser son évolution au nom de dogmes.

Pour en revenir à la citation de Read, il en ressort que l'écologiste et l'anarchiste considèrent l'un et l'autre la différenciation comme un indice de progrès. L'écologiste emploie l'expression de « pyramide biotique » pour parler du progrès biologique; l'anarchiste, le mot « individuation » pour caractériser le progrès social. Si on pousse plus loin l'idée de Read, on constate que, pour l'anarchiste comme pour l'écologiste, une diversification croissante engendre une unité plus forte. Le développement de la totalité se réalise grâce à la diversification et à l'enrichissement de ses parties.

De même que l'écologiste s'efforce de diversifier l'écosystème et de favoriser le libre jeu des espèces entre elles, de même l'anarchiste vise à diversifier la vie sociale et à éliminer toutes les entraves s'opposant à son développement. L'anarchisme n'est pas seulement une société sans Etat ; c'est aussi une société harmonieuse qui expose l'homme aux stimuli variés de la vie agraire et de la vie urbaine, de l'activité physique aussi bien qu'intellectuelle, de la sensualité comme de la spiritualité, qui suscite la solidarité communautaire comme l'épanouissement personnel, la spécificité régionale comme la fraternité planétaire, la spontanéité autant que l'autodiscipline et qui supprime le travail pénible et donne un nouvel essor à l'artisanat. Pour notre société schizophrénique, ce sont là autant de buts qui s'excluent. C'est la structure de la société actuelle qui les fait apparaître comme des couples antagoniques ; c'est la séparation entre la ville et la campagne, la spécialisation du travail, l'atomisation de l'homme. Et il serait bien présomptueux de penser qu'on peut résoudre ces contradictions sans avoir une conception d'ensemble de la structure matérielle de la société anarchiste. On trouve certes une certaine représentation d'une telle société dans les Nouvelles de nulle part de William Morris et dans les écrits de Pierre Kropotkine. Mais ce ne sont là que des aperçus rapides. Ces auteurs ne pouvaient pressentir les bouleversements technologiques qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, ni l'apport de l'écologie. Ce n'est pas ici mon propos de me lancer dans les descriptions utopiques mais seulement de dégager quelques lignes directrices qui ressortent de cette analyse d'ensemble. Et ce faisant, je tiens à insister non seulement sur les principes écologiques qui les fondent mais aussi sur les principes humanistes.

S'il importe que la société anarchiste soit décentralisée, ce n'est pas seulement pour établir durablement des rapports harmonieux entre l'homme et la nature ; c'est aussi pour fournir une nouvelle dimension à l'harmonie entre les hommes. Les Grecs, on le rappelle souvent, auraient vu d'un œil horrifié une cité qui par son gigantisme tant spatial que numérique aurait interdit toute relation personnelle et même familière entre ses citoyens. Réduire les dimensions des communautés humaines est une nécessité élémentaire, d'abord pour résoudre les problèmes de pollution et de transport, ensuite pour créer des communautés véritables. En un certain sens, il nous faut humaniser l'humanité. Les relations entre les gens devraient s'effectuer le moins possible par l'intermédiaire des appareils électroniques tels que téléphone, télégraphe, radio et télévision. Lors de l'élaboration des décisions collectives – et l'ecclésiastion de l'Athènes antique est un modèle en ce domaine – il importe que tous les membres de la communauté aient la possibilité d'évaluer à fond quiconque intervient dans l'assemblée. Pour cela, il faut qu'ils soient en mesure d'étudier ses attitudes et ses expressions et de peser ses motivations tout autant que ses idées, donc que l'occasion leur soit donnée de se rencontrer et de discuter face à face.

Ces communautés réduites devraient avoir une économie équilibrée et diversifiée, d'une part pour utiliser pleinement les matières premières et les sources

d'énergie locales, d'autre part pour enrichir l'expérience agricole et industrielle de leurs membres ; en sorte que celui qui a un penchant pour la mécanique se trouve encouragé à plonger ses mains dans la glèbe, l'intellectuel à exercer ses muscles, le paysan « né », à se familiariser avec le fonctionnement d'un laminoir. Séparer l'ingénieur de la terre, l'intellectuel de la bêche et le paysan de l'atelier entraîne une surspécialisation professionnelle qui favorise dangereusement la prise du pouvoir par les spécialistes. Une autre conséquence grave de la spécialisation, c'est qu'elle empêche la société d'atteindre un but essentiel : l'humanisation de la nature par la technique et la naturalisation de la société par le biologique.

Une telle communauté anarchiste se rapprocherait, je crois, d'un écosystème parfaitement analysable ; elle serait diversifiée, équilibrée et harmonieuse. On peut discuter pour savoir si cet écosystème devrait revêtir la forme d'une entité urbaine, avec un centre nettement situé, comme la cité grecque ou la commune médiévale, ou bien si, comme le suggère Gutkind, la société se composerait plutôt de groupes épars, sans centre défini. En tout état de cause, l'échelle écologique de telles communautés serait déterminée par le plus petit écosystème capable de faire vivre une population de dimension raisonnable.

Une communauté qui, dans une large mesure, se suffirait à elle-même, liée de façon manifeste à son milieu pour ses moyens de subsistance, acquerrait un respect nouveau pour les interrelations organiques desquelles elle dépend. A long terme, je suis persuadé que la recherche d'une autosuffisance relative se révélerait d'une plus grande efficacité économique que l'excessive division du travail qui prévaut aujourd'hui. Il y aurait sans doute beaucoup d'industries faisant double emploi d'une communauté à l'autre ; mais la familiarité de chaque groupe avec son environnement particulier et son enracinement écologique lui permettraient d'user avec bien plus d'intelligence et d'amour de cet environnement. Je pense que, loin d'engendrer le provincialisme, l'auto-suffisance relative permettrait un nouvel épanouissement individuel et communautaire ; cette union avec le milieu stimulerait la communauté.

La rotation des responsabilités civiques, techniques et professionnelles développerait les facultés de l'individu, ouvrant de nouvelles dimensions à l'épanouissement personnel. On peut penser qu'une société harmonieuse donnera naissance à un homme harmonieux, complet. Cette notion de complétude, ce sont, dans le monde occidental, les Athéniens qui ont été les premiers à nous en donner une idée malgré toutes leurs tares et leurs limitations. « La polis, écrit H.D.F. Kitto, était faite pour le dilettante. Son idéal était que tous les citoyens (en plus ou moins grand nombre, selon que la polis était démocratique ou oligarchique) jouent leur rôle dans toutes ses nombreuses activités, idéal qui dérive de la conception homérique de l'arète, excellence en tous domaines et activité harmonieuse et complète. L'arète implique un respect de la totalité de la vie et de son unité et méprise par conséquent toute spécialisation, toute efficacité. Ou plutôt, elle a une conception beaucoup plus élevée de l'efficacité ; une efficacité qui ne réside pas dans un aspect particulier de la vie, mais dans la vie même ». Une société anarchiste aurait certainement un idéal plus vaste, mais pas moins élevé.

Si une communauté écologique se réalise jamais, la vie sociale suscitera une diversification subtile du monde humain comme du monde naturel et les réunira en un tout harmonieux et équilibré. De la communauté locale à la région et aux continents entiers, on assistera à une différenciation bigarrée des groupes humains et des écosystèmes, chacun développant ses possibilités singulières et exposant ses membres à une large gamme de stimuli économiques, culturels et psychologiques. Les groupes humains présenteront une variété passionnante, souvent vivement contrastée selon qu'ils auront à adapter leur architecture et leurs industries à des écosystèmes semi-arides, bocagers, forestiers...

La tournure d'esprit qui aujourd'hui organise les différences entre les humains ou les autres êtres vivants selon des critères hiérarchiques et définit l'autre en termes de « supériorité » ou d'« infériorité », sera remplacée par une approche écologique de la diversité. On respectera et même on enrichira les différences entre les individus. La relation traditionnelle qui oppose le « sujet » à l'« objet » se transformera dans son essence ; l'« extérieur », le « différent », l'« autre » seront perçus comme les parties d'un tout qui est d'autant plus riche qu'il est plus complexe. Ce sens nouveau de l'unité exprimera une harmonie d'intérêts entre les individus et entre la société et la nature. Libéré de la routine oppressive, des répressions et des angoisses qui le paralysent, des peines du travail, du fardeau des faux besoins, des entraves de l'autorité et des obligations irrationnelles, l'individu sera enfin en mesure, pour la première fois dans l'histoire, de réaliser ses possibilités de membre de la communauté humaine et du monde naturel.

New York, février 1965.